

## 21 avril : Blue Shirt Day Pour la libération de tous les prisonniers politiques en Birmanie

Le 21 avril est l'anniversaire de la mort de U Win Tin, ancien prisonnier politique et héros de la lutte continuelle pour la démocratie et les droits humains dans son pays. En son honneur et celui des prisonniers politiques encore détenus en Birmanie aujourd'hui, une campagne de sensibilisation initiée par l'Assistance Association for Political Prisoners (AAPP) nous invite à porter un t-shirt bleu et à partager une photo sur les réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter) avec le hashtag #blueshirt4burma et la mention @blueshirt4burma.



U Win Tin, journaliste et membre fondateur de la LND, qualifiait ses vingt longues années en détention « d'enfer ». Lors de sa libération, il a refusé de rendre sa chemise bleue de prisonnier et s'est engagé à en porter une symboliquement jusqu'au jour où tous les prisonniers politiques de Birmanie seraient relâchés. Il a porté une chemise bleue en signe de contestation jusqu'au jour de sa mort en 2014.

Aujourd'hui en Birmanie, d'après l'AAPP, 364 birmans subissent les conséquences de leur activité politique: 45 sont des prisonniers politiques, 94 attendent en prison d'être jugés et 225 attendent leur jugement hors de prison. Journalistes, activistes, fermiers, professeurs, enfants soldats, étudiants... Ils ont été emprisonnés parce qu'ils militaient pour leurs droits ou ceux des autres, critiquaient le gouvernement ou l'armée ou tout simplement à cause de leur appartenance ethnique ou religieuse. Ils sont détenus dans des conditions indignes, car les prisons birmanes ne respectent pas les normes internationales, et la torture est largement utilisée dans les centres de détention.

La journée commémorative du 21 avril coïncide avec la période du Nouvel An birman, qui voit traditionnellement la libération de prisonniers suite à une grâce présidentielle. Le président a annoncé mercredi 17 avril, premier jour de la nouvelle année, que 9353 prisonniers avaient été

amnistiés et que leur libération commencerait le jour même. D'après AAPP, ce chiffre ne comprendrait pour l'instant que deux prisonniers politiques.

Malheureusement, les deux journalistes de Reuters Wa Lone et Kyaw Soe Oo, emprisonnés depuis 15 mois parce qu'ils enquêtaient sur un massacre de Rohingya par l'armée birmane dans l'état d'Arakan, et condamnés à 7 ans de prison pour violation de secrets d'Etat, ne seraient pas concernés par ce pardon présidentiel.

### **Qu'advient-il de tous les autres prisonniers politiques?**

L'enfant soldat Aung Ko Htwe, détenu parce qu'il a participé à un entretien médiatique...

Le politicien arakanais Dr Aye Maung et l'auteur Wai Hin Aung, condamnés à 20 ans de prison en mars suite à des discours...

Les militants pacifistes Lum Zawng et Zau Jat, qui purgent une peine de six mois de prison pour diffamation de l'armée après avoir manifesté...

L'amnistie présidentielle de plus de 9000 prisonniers de droit commun et de deux prisonniers politiques ne doit pas masquer la sombre réalité. En parallèle, le nombre de prisonniers politiques en Birmanie ne cesse de s'allonger.

Dans le courant du mois d'avril seulement, la liberté sous caution du réalisateur et militant Min Htin Ko Ko Gyi a été refusée, la police a arrêté 4 membres de la troupe satirique Peacock Generation Thangyat, 8 étudiants ont été condamnés pour avoir joué une pièce critique de l'armée...

### **Et pour un cas évoqué, combien passés sous silence ?**

Dans le cadre de la campagne Blue Shirt Day, InfoBirmanie a interrogé Kyaw Win, président du Burma Human Rights Network (BHRN) sur la question des prisonniers politiques non-documentés:

*« Il y a des milliers de Rohingya et de birmans musulmans dans les prisons birmanes. Malheureusement, ces musulmans ne sont pas considérés comme des prisonniers politiques. C'est clairement une injustice de la part de certains groupes de défense locaux. Les musulmans à travers la Birmanie sont emprisonnés parce qu'ils se déplacent sans permission de la part des autorités, parce qu'ils traversent la frontière sans cartes d'identité (les musulmans ont très difficilement accès à la citoyenneté) et parce qu'ils sont souvent accusés à tort d'être membres d'armées musulmanes inexistantes. Des familles musulmanes sont emprisonnées injustement, sans avoir accès à un procès juste et équitable, et sur la base d'accusations non-fondées. Ces musulmans ne sont pas compris dans la liste des prisonniers politiques, ni dans l'amnistie présidentielle, et sont complètement oubliés. »*